

Francken «défend à 100%» sa politique de visas humanitaires

L'ancien secrétaire d'État, Theo Francken (N-VA), a répondu aux questions de la Chambre dans le dossier des visas humanitaires octroyés à des Syriens chrétiens, assombri par des soupçons de fraude grave.

JULIEN BALBONI

Interrogé mercredi matin à la Chambre à propos de l'affaire des visas humanitaires, Theo Francken (N-VA) a défendu sa politique. L'ancien secrétaire d'État à l'Asile et la Migration avait été invité à s'exprimer sur la manière dont le gouvernement a permis l'octroi discrétionnaire de 1.501 visas humanitaires au profit de chrétiens syriens. Et, surtout, comment des fraudes présumées ont pu être mises au jour, impliquant notamment un dignitaire N-VA malinois, Melikan Kucam, toujours sous mandat d'arrêt. Celui-ci est soupçonné d'avoir exigé de l'argent contre l'octroi de ces visas alors que, ce mardi, 46 perquisitions et 15 arrestations ont été menées par la police d'Anvers dans le cadre de ce dossier.

L'audition de Theo Francken avait été réclamée à grands cris par tous ses opposants politiques. Ce matin, il a déclaré «ne pas vouloir

éluder ses responsabilités politiques». L'ancien secrétaire d'État s'est retranché derrière des décisions de l'ONU et du Parlement pour justifier l'existence d'un corridor humanitaire afin de faire venir des membres de la minorité chrétienne en 2015. «Nous avons reçu un mandat clair de la part du Parlement. Les chrétiens à Alep étaient en danger de mort, victimes de persécutions ciblées par Al-Nosra et le groupe État islamique, confirmées en mars 2015 par les Nations unies. L'opération menée à Alep en 2015 fut secrète et un succès», a-t-il re-

«Ai-je commis une erreur, ai-je été trop crédule?»

THEO FRANCKEN
ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT À
L'ASILE ET LA MIGRATION (N-VA)

levé. Pour lui, si «tout est perfectible, nous avons bien organisé ces opérations, de manière consensuelle et consciencieuse».

Theo Francken n'a pas souhaité s'appesantir sur le dossier judiciaire en cours, se retranchant derrière le secret de l'enquête. «Si on peut prouver que de l'argent a été obtenu ainsi, c'est impardonnable. L'intéressé le nie. La justice donnera ses réponses. À aucun moment, je n'ai vu ou entendu de preuves des faits. La police de Malines n'a jamais signalé la moindre chose à mon égard», a insisté Theo Francken. Qui a ouvert la porte à une forme de regret: «Ai-je commis une erreur, ai-je été trop crédule? N'a-t-on pas respecté ma confiance? La pire chose que j'ai faite a été de faire confiance, la meilleure des choses a été de faire confiance...» Theo Francken a néanmoins «défendu sa politique à 100%» ainsi que la communauté des chrétiens d'Orient: «C'est une communauté qui travaille dur et mérite notre respect, pas une bande de fraudeurs.»

Theo Francken a fait face à une batterie de questions posées par ses opposants politiques, dont celle de Georges Dallemagne (cDH), qui demandait pourquoi les chrétiens d'Irak n'ont pas bénéficié d'une telle générosité.